

Déclaration préalable

Conseil Supérieur de l'Éducation du jeudi 27 mai 2021



Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Tout d'abord bienvenue à Sarah, Anna, Tom-Eric et Rayan. Les lycéens ont besoin plus que jamais de représentants qui les défendent !

Les mesures du Grenelle de l'éducation ont été annoncées hier par Monsieur le Ministre. Des changements RH certains et nombreux et de petites ouvertures sur des éléments qui sont importants à la FCPE : la coopération, l'entraide, le travail d'équipe ou le mode projet. Soyez assurés que nous serons attentifs à ce que cela se traduise fortement pour les élèves qui fréquentent l'école de la République, par les pratiques éducatives et pédagogiques principalement. Néanmoins, nous avons un sentiment d'amertume. A aucun moment nous n'avons entendu le mot démocratie scolaire ni coéducation. Paradoxe quand on sait que l'école est aussi une démocratie scolaire où les instances par le dialogue qui doit être à l'œuvre sont la première force de coopération, ayant la capacité à construire ensemble des projets au service de l'éducation, à médier et à créer instamment du collectif pour le bien-être de la communauté éducative, pour le sentiment d'appartenance.

Nous le rappelons il ne s'agit pas d'alliance éducative avec les parents d'élèves, même s'ils y participent, citoyens, acteurs de l'école et de leur territoire. Il s'agit d'un acte éducatif partagé entre les parents et tous les éducateurs sur tous les temps de l'enfant. Des statuts et des rôles différents autour de l'enfant mais néanmoins ensemble pour accompagner tous les élèves à exercer leur droit à la réussite de leur projet de vie. Nous assistons à une régression, celle de toujours placer les élèves et les parents au rang d'usager et trop suggéré au rang d'objet et non de sujet. Très visible dans le préambule du programme de maternelle, à l'ordre du jour aujourd'hui par exemple, alors même que les relations familles-école sont bien ciblées comme une condition nécessaire de réussite des élèves. Les enfants vont à l'école pour apprendre, y vivre et se construire comme pour y trouver une écoute adulte et bienveillante. Ils sont les futurs citoyennes et citoyens, suffisamment confiants et formés pour se sentir à même de tenir un rôle dans la société, dans les enjeux qui s'imposent à eux, comme le réchauffement climatique. Alors, l'alliance éducative peut être pensée, elle relève cependant des langages guerriers et symboliques, sans doute pour répondre à une possible coalition éducation qui se renouvelle dernièrement avec une toute jeune association de parents d'élèves issue d'un parti politique et propulsée par la présence même du Ministre.

Bien curieuse alliance éducative en cette période de crise sanitaire quand ni les organisations syndicales, ni les fédérations de parents d'élèves, ni les lycéens et lycéennes, ni même des collectifs constitués qui alertent depuis 18 mois sur l'importance de faire passer les apprentissages des élèves avant tout, ne sont pas écoutés. La volonté de tenue d'examens ne dicte que trop le vécu de l'école au détriment des candidats comme des classes sans examen. Des demandes claires : Neutralisation du grand oral, contrôle continu pour les candidats, maintien d'un mois de juin entier avec des conseils de classes le plus tard possible, aménagement des programmes. Rien de cela n'a été entendu. Le choix d'imposer aux candidats de la voie professionnelle de passer l'ensemble des épreuves et de ne garder que deux notes, certes, les meilleures, n'est pas une solution équitable et digne. Quelle image renvoyée aux élèves et aux équipes éducatives de leur engagement sur les disciplines travaillées pour l'examen qui ne compteront pas pour l'obtention de l'examen, mais dont les notes seront conservées et probablement regardées dans les algorithmes parcourus de l'enseignement supérieur ou par les futurs CFA. La pression est maintenue, la discontinuité pédagogique entretenue pour tous les élèves du second degré en demi-jauge. Entendez les jeunes, ils constatent parfaitement qu'ils n'ont pas depuis 18 mois pu suivre sereinement et complètement les programmes. Et ce n'est pas avec un renfort de travail personnel à fournir, ni des dispositifs dispendieux qui vont leur faire avaler cette couleuvre. Comme ils constatent que toutes et tous n'ont pas bénéficié des mêmes conditions ni d'accueil en établissement, ni d'accompagnement dans la continuité pédagogique.

L'obligation d'assiduité se traduit bien par une présence dans l'établissement, non chez soi, dans des conditions qui ne sont pas connues des équipes éducatives. Et il est en de même pour le cas d'absence d'enseignant.

Des jeunes qui se sont mobilisés, qui se font entendre et organisent des rassemblements pacifiques, là où parfois des adultes, dont des policiers ont eu des attitudes quelque peu brutales et des propos qui ne portaient pas toujours les valeurs de l'égalité hommes-femmes. Des événements qui ne devraient aucunement se produire. Ce qui se passe à Rennes au lycée Bréquigny par exemple n'est pas digne de la République ! Ces élèves comme d'autres demandent juste le contrôle continu. Écoutons-les ! Car la grande priorité pour véritablement bâtir une école résiliente est bien de déconstruire tous les stéréotypes à l'œuvre qui s'accumulent sur les différents membres de la communauté éducative et dans leurs relations.